

## CHYPRE, CARREFOUR POUR L'EUROPE

### Compte rendu de l'accueil en France d'une délégation de la Chambre des Représentants par le groupe interparlementaire France-Chypre

28 au 31 octobre 2012

Le groupe d'amitié France-Chypre, présidé par M. Marc MASSION, a reçu une **délégation de la Chambre des Représentants de la République de Chypre du 28 au 31 octobre 2012.**

Chypre préside, pour la première fois, le **Conseil de l'Union européenne**, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012. Compte tenu de cette actualité, le programme de la visite a porté principalement sur les questions européennes.



« Chypre entre Byzance et l'Occident » - Musée du Louvre  
M. Marc Massion, président du groupe d'amitié France-Chypre,  
et la délégation chypriote

#### **I. La délégation**

La **délégation** chypriote, conduite par M. **Averof NEOFYTOU** (Rassemblement démocratique), président du groupe d'amitié Chypre-France et président de la commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Représentants, était composée de parlementaires membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes représentant toutes les sensibilités politiques de la Chambre.

#### Composition de la délégation chypriote

- **M. Averof NEOFYTOU** (Rassemblement démocratique), président du groupe d'amitié Chypre-France, président de la commission des Affaires étrangères et européennes ;
- **M. Demetris SYLLOURIS** (président du Parti européen-EVROKO), membre du groupe d'amitié et de la commission des Affaires étrangères et européennes, président de la commission pour les Institutions, le Mérite et le Médiateur (Ombudsman) ;
- **M. Christos MESIS** (parti AKEL-Gauche-Nouvelles Forces), membre du groupe d'amitié et de la commission des Affaires étrangères et européennes ;
- **M. Sofoclis FITTIS** (Parti démocratique-DIKO), membre du groupe d'amitié et de la commission des Affaires étrangères et européennes, président de la commission des Droits de l'Homme ;
- **M. Fidias SARIKAS** (Mouvement des sociaux-démocrates EDEK), membre du groupe d'amitié et de la commission des Affaires étrangères et européennes, président suppléant de la commission pour les Institutions, le Mérite et le Médiateur (Ombudsman).

#### **II. Le programme**

La visite de la délégation parlementaire chypriote était articulée autour de deux préoccupations majeures :

- approfondir la connaissance de l'élaboration et du suivi de la politique européenne française, notamment le rôle du Parlement, et échanger autour de questions actuelles ;
- faire connaître la situation à Chypre et appréhender la perception française de l'île, notamment par le biais culturel.

### Programme de la visite

#### DIMANCHE 28 OCTOBRE

Rencontre avec la communauté chypriote en France

#### LUNDI 29 OCTOBRE

- Entretien avec **M. Serge GUILLON, Secrétaire général des affaires européennes (SGAE)**
- **Séance publique : salut et débat** sur le projet de loi organique relatif à la programmation et à la gouvernance des finances publiques
- Visite de l'**exposition Chypre entre Byzance et l'Occident** présentée au Louvre
- Entretien avec **M. Bernard CAZENEUVE, Ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes**

#### MARDI 30 OCTOBRE

- Entretien avec **M. Laurent FABIUS, Ministre des Affaires étrangères**
- Entretien avec **M. Pascal BRICE, conseiller diplomatique de M. Pierre MOSCOVICI, Ministre de l'Économie et des Finances**
- Entretien avec **M. Alain BOCQUET, Député, président du groupe d'amitié France-Chypre de l'Assemblée nationale, et M. Michel VOISIN, Député**
- Inauguration de l'**exposition « Nature et Visages de Chypre »** organisée par la Délégation permanente de Chypre auprès de l'UNESCO
- **Dîner** à l'invitation du **groupe interparlementaire France-Chypre du Sénat**

#### MERCREDI 31 OCTOBRE

- Entretien avec **M. Daniel REINER, Vice-président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat**
- Entretien avec **M. Jean-François HUMBERT, membre de la Commission des Affaires européennes du Sénat**
- Entretien avec **Mme Bariza KHIARI, Vice-présidente du Sénat**
- Départ de la délégation

### **III. Les entretiens**

• L'entretien avec **M. Serge GUILLON, Secrétaire général des Affaires européennes (SGAE)** a permis à la délégation de découvrir la façon dont les questions européennes sont suivies en France et, plus particulièrement, la manière dont le Parlement français est associé à ces travaux. **Le Secrétaire général** a présenté la structure qu'il dirige, placée sous l'autorité directe du Premier ministre. Les 220 personnes – majoritairement des experts spécialisés dans chacun des domaines d'intervention – qui y travaillent, sont chargées de **définir la position que la France** défendra au sein de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). Mettant l'accent sur sa **fonction de coordination**, le

SGAE a inscrit son action dans un triangle formé par le Président de la République, le Premier ministre et le ministre délégué aux Affaires européennes. La délégation chypriote, habituée à un système institutionnel au sein duquel le pouvoir exécutif est encore beaucoup plus fort qu'en France, a relevé avec intérêt que le **Parlement français**, malgré certaines limites tenant principalement à la complexité de l'organisation institutionnelle française, était **systématiquement informé** de l'actualité européenne, des grands enjeux et des positions françaises présentées lors des Conseils. Plusieurs membres de la délégation ont **regretté que le gouvernement chypriote ne juge pas utile de communiquer la Chambre des Représentants au sujet des affaires européennes**, tout en reconnaissant que les débats politiques sur l'île étaient dominés par la question chypriote et les problèmes locaux. Enfin, les parlementaires chypriotes ont exprimé le souhait que soit créé un **Secrétariat général des Affaires européennes à Nicosie**.

• **M. Bernard CAZENEUVE, Ministre délégué aux Affaires européennes** s'est félicité de la qualité de la coopération avec la Présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne dont il a souligné l'engagement et le professionnalisme. Plusieurs sujets d'intérêt commun ont été abordés. **M. Averof NEOFYTOS** a, tout d'abord, évoqué le **cadre financier pluriannuel 2014-2020**, thème au cœur des discussions européennes sur lequel Chypre, par son positionnement particulier, différent de celui des grands États, espère pouvoir jouer un rôle d'intermédiaire. Le ministre a salué l'implication sur ce dossier de la Présidence chypriote de l'Union européenne et assuré ses interlocuteurs de l'importance attachée par la France à la **politique agricole commune** et à la **politique de cohésion**. Le président de la délégation chypriote a ensuite rappelé que l'Union européenne (UE) travaillait actuellement sur les **questions énergétiques**, notamment dans le but de réduire sa dépendance vis-à-vis d'États tiers tels que la Russie. A cet égard, la découverte de gisements gaziers en Méditerranée orientale, au large de Chypre, peut constituer une « troisième voie » pour une Europe de l'énergie. **M. Bernard CAZENEUVE** a confirmé que la coopération européenne sur les questions énergétiques était un enjeu majeur pour le **retour à la croissance** ; pour lui, ce retour à la croissance était un objectif prioritaire et ne devait pas être sacrifié à l'indispensable discipline budgétaire.

• Après avoir rappelé les nombreux projets franco-chypriotes et s'être félicité de la qualité des relations bilatérales, **M. Laurent FABIUS, Ministre des Affaires étrangères**, a exprimé son inquiétude face au développement de la situation dans la **partie « turque » de l'île de**

**Chypre** et renouvelé le **soutien français** à la République de Chypre, dont les exigences sont exactement conformes au droit international. **M. Averof NEOFYTOU** s'est félicité que l'ensemble des acteurs politiques chypriotes, tous partis confondus, considéraient la France comme une alliée et une amie de Chypre. Il a également rappelé que les **perspectives européennes de la Turquie** faisaient l'objet d'un consensus à Chypre : un rapprochement, voire une adhésion à l'Union européenne sont envisageables, à la condition expresse qu'Ankara respecte ses engagements et reconnaisse l'existence de la République de Chypre. En tout état de cause, la Turquie semble aujourd'hui plus préoccupée par l'affirmation de sa puissance régionale que par ses relations avec l'UE. **M. Laurent FABIUS** a fait part de sa confiance quant aux perspectives de **redressement économique** de Chypre dont la situation n'est pas identique à celle d'autres États européens ayant également dû faire appel à la troïka. **M. Averof NEOFYTOU** a indiqué que la population acceptait les mesures d'austérité dans un climat de paix sociale. Néanmoins, les sondages d'opinion font apparaître une **possible victoire du premier parti d'opposition lors de l'élection présidentielle** qui se tiendra en février 2013. Le président de la délégation a insisté sur l'importance d'une mise en chantier prochaine d'un gazoduc vers le continent européen, afin de soutenir l'exploitation du gaz naturel méditerranéen et réduire la dépendance énergétique européenne. **M. le Ministre** a confirmé que la France regrettait l'absence de politique énergétique européenne, relevant que par une ruse de l'Histoire, l'UE s'était justement construite à partir de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il a rappelé que la France était attachée à l'idée que l'UE tout à la fois respecte une **discipline budgétaire** et mène une politique de **soutien à la croissance**, qui pouvait se traduire notamment par des investissements dans des projets énergétiques. Interrogé par **M. Laurent FABIUS** sur les effets de la **crise syrienne** pour Chypre, **M. Averof NEOFYTOU** a indiqué que près de 20 000 Syriens vivaient déjà sur l'île avant la crise, principalement pour des raisons économiques, et qu'il n'y avait pas eu d'arrivée massive de réfugiés depuis le déclenchement des violences. Le pays se prépare à accueillir des Européens et des Syriens désireux de quitter la Syrie et le Liban pour se rendre en Europe continentale ; des **exercices communs** de sauvetage en mer ont d'ailleurs été organisés.

#### Les priorités de la Présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne

1. Une Europe plus efficace et durable
2. Une Europe dotée d'une économie plus performante, fondée sur la croissance
3. Une Europe plus pertinente aux yeux de ses citoyens, avec solidarité et cohésion
4. Une Europe dans le monde, plus proche de ses voisins

- L'entretien avec **M. Pascal BRICE, conseiller diplomatique du Ministre de l'Économie et des Finances**, a essentiellement porté sur le **traité de stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)**. **M. Averof NEOFYTOU**, après un bref rappel de la situation de Chypre, quatrième pays de la zone euro qui en appelle au mécanisme européen de stabilité (MES), a souligné l'importance qu'il convenait d'accorder à la possibilité d'une recapitalisation directe des banques sans comptabilisation dans les dettes nationales et à la supervision des systèmes bancaires. La **délégation chypriote** a partagé l'idée de **créer, au sein de l'Union européenne, à la fois les conditions de la stabilité et celles de la croissance**.

- **M. Daniel REINER, Vice-président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat**, a présenté la Commission et ses travaux actuels. Il a notamment précisé le rôle de la Commission dans les travaux relatifs au **Livre blanc de la Défense** en cours de rédaction. **M. Averof NEOFYTOU** a souhaité aborder la **question syrienne**, qui préoccupe d'autant plus Chypre que l'île est située au large de ce pays. La situation est encore nettement plus complexe qu'en Libye, où les problèmes géopolitiques et religieux étaient moins prégnants. Le président de la délégation s'est dit inquiet du risque du recours par le régime syrien à des armes non-conventionnelles, notamment chimiques. La **délégation** a également interrogé **M. Daniel REINER** sur la coopération européenne et transatlantique en matière de défense. A ce sujet, **M. Averof NEOFYTOU** a précisé que la relation entre l'UE et l'OTAN – dont Chypre n'est pas membre, à cause du blocage turc –, paraissait, vue de Nicosie, difficile. Les efforts de l'Union visant à développer une politique étrangère crédible acheminent plus particulièrement sur l'absence de politique et d'infrastructures militaires. **M. Daniel REINER** a exprimé le souhait que Chypre puisse, à l'avenir, prendre toute sa place dans une coopération de défense européenne plus efficace et plus forte, indépendamment des problèmes rencontrés au sein de l'OTAN.

- L'entretien avec **M. Jean-François HUMBERT, membre de la commission des Affaires européennes du Sénat**, a été l'occasion d'un échange de vues autour de la **situation chypriote, en particulier sur le plan économique**. **M. Jean-François HUMBERT** a, en effet, été chargé par la Commission des Affaires européennes d'un rapport sur *Chypre et la crise de l'euro*. **M. Averof NEOFYTOU** a abordé la question de la **compétitivité**, intrinsèquement liée au modèle européen de l'État social. En effet, selon lui, l'augmentation de la dette publique provoque la diminution des fonds disponibles pour les investissements et la hausse des taux d'intérêt. Il n'existe donc pas d'opposition entre politique d'austérité et soutien

à la croissance. **M. Jean-François HUMBERT** a, par ailleurs, ajouté que la présence et les activités de **certaines grandes puissances** sur l'île étaient observées avec attention en France, notamment pour ce qui concerne **l'exploitation des gisements de gaz**.

• **Mme Bariza KHIARI, Vice-présidente du Sénat**, a interrogé la délégation au sujet de **l'évolution récente du différend turco-chypriote** et de la possibilité d'une réunification de l'île. Afin d'illustrer l'attitude d'Ankara, **M. Averof NEOFYTU** a expliqué que la Turquie avait, par exemple, exigé de se voir reconnaître un droit d'intervention à Chypre, même si les deux parties parvenaient à un accord. Ankara prétend en effet s'ériger en garant de l'indépendance d'un futur État réunifié, membre de l'Union européenne et entend maintenir ses troupes sur le territoire chypriote. En ce qui concerne la présidence du Conseil de l'Union européenne, il a reconnu que, si Chypre avait veillé à ne pas mettre en avant la question du statut, elle espérait tout de même que son succès aurait des répercussions positives sur ce dossier. Interrogé à ce sujet par **Mme Bariza KHIARI, le président de la délégation** a précisé que les deux **bases militaires** britanniques, formant une enclave, avaient été exclues du territoire de l'Union lors des négociations d'adhésion. Les discussions avaient été difficiles en raison de l'ancien statut de colonie britannique de Chypre.

#### **IV. Une meilleure connaissance de Chypre par la culture**

Enfin, la délégation souhaitait prendre la mesure de la perception qu'avait la population française de la culture chypriote et de la place particulière de l'île dans la Méditerranée. Comme l'a souligné **Mme Bariza KHIARI**, lors de son entretien avec la délégation, Chypre – comme les autres îles méditerranéennes – est un **berceau** et un carrefour de **civilisations**. **La délégation** a insisté sur la place centrale de Chypre, qui revêt un intérêt géostratégique particulier, notamment sur le plan énergétique. **Les relations avec les anciens États colonisateurs** sont bonnes. **L'influence britannique** – notamment en matière d'organisation administrative – est importante, et les échanges restent nombreux, en particulier au travers du tourisme. Le patrimoine et la gastronomie reflètent **les influences byzantine, grecque, orientale et italienne**.

Les relations avec la **France**, par le biais de la langue, sont denses : **l'apprentissage du français** dans les écoles est obligatoire. Chypre est membre associé de **l'Organisation internationale de la Francophonie** depuis 2006. Une nouvelle **École franco-chypriote** a été inaugurée le 8 septembre dernier par le Président de la République de Chypre et le Ministre des Affaires étrangères français. Lors de l'échange avec MM. Alain BOCQUET et Michel VOISIN, Députés, respectivement président et membre du groupe d'amitié France-Chypre de l'Assemblée nationale, l'intensité et la qualité des échanges entre les Parlements ont été salués. **La délégation chypriote** a exprimé son souhait de voir ces relations se développer plus avant dans d'autres domaines, tels que l'économie, la défense, la coopération sur les défis mondiaux comme le changement climatique, etc.

L'exposition **Chypre entre Byzance et l'Occident (IV<sup>ème</sup> – XVI<sup>ème</sup> siècle)** organisée à Paris par le musée du Louvre et le Département des Antiquités de Chypre, à l'occasion de la Présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne, met en lumière l'histoire artistique singulière de Chypre au Moyen-Âge. Elle présente des chefs-d'œuvre produits ou importés à Chypre qui témoignent de la vitalité culturelle de l'île à travers les épisodes de lutte ou de colonisation, successivement par Byzance – présence contestée par les Arabes –, puis par les Francs et par Venise, qui cédera l'île aux Turcs en 1571. La présence des Lusignan, rois de Chypre de 1192 à 1489, a constitué un vecteur majeur d'influence occidentale, notamment pour le style gothique présent dans les grandes cathédrales de l'île. Cette influence coexiste avec les apports de l'orthodoxie byzantine et, dans une moindre mesure, des arts de l'islam. La délégation a pu constater, lors de sa visite guidée par **M. Jannic DURAND**, commissaire de l'exposition, l'intérêt du public français pour l'histoire chypriote.

Enfin, la délégation a participé au vernissage de l'exposition photographique **« Nature et Visages de Chypre »**, organisée par la Délégation chypriote auprès de l'UNESCO au siège de l'organisation.

#### **Composition de la délégation sénatoriale d'accueil**



**M. Marc MASSION**  
Sénateur (Soc) de la Seine-Maritime,  
Président du groupe d'amitié



**M. Jean-François HUMBERT**  
Sénateur (UMP) du Doubs,  
Secrétaire du groupe d'amitié



**M. Jean-Claude FRÉCON**  
Sénateur (SOC) de la Loire,  
Secrétaire du groupe d'amitié



**Mme Gisèle PRINTZ**  
Sénatrice (SOC) de la Moselle

[http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_585.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_585.html)